



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 15 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM LOGISTIC

ZAC de Frégy
77610 Fontenay-Trésigny

Références : E/25-0976
Code AIOT : 0006508390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement FM LOGISTIC implanté ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM LOGISTIC
- ZAC de Frégy 77610 Fontenay-Trésigny
- Code AIOT : 0006508390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

FM Logistic constitue un ensemble d'entrepôts de stockage et de conditionnement dont plusieurs sont implantés en Seine-et-Marne.

Le présent site est implanté dans la ZAC de FREGY sur la commune de FONTENAY-TRESIGNY (77610). Il est exploité depuis 1999 et est classé SEVESO seuil bas.

Son terrain d'emprise occupe une surface de 157 635 m². La plateforme est composée de 12 cellules distinctes. Certaines cellules sont divisées en sous-cellules A et B :

- Les cellules 1, 2, 3, 4, 5, 6B, 7A, 9, 10, 11 (A et B) et 12 sont dédiées au stockage de produits alimentaires ou bazar ;
- Les cellules 6A et 7B sont dédiées au conditionnement à façon ;
- L'exploitant a définitivement renoncé à la construction de la cellule 8, prévue pour accueillir les 4 sous-cellules dédiées au stockage de matières dangereuses.(*)

(*) : La surface utile de l'ensemble des bâtiments initialement de 68 842 m² (confer article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011) est donc réduite à 65 165 m².

La société FM LOGISTIC dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2014/DRIEE/UT77/036 du 11 mars 2014.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Vérifications périodiques des moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Suites de l'incident de janvier 2025	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 2.5.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Installations électriques - Mise à la terre	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 7.3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 7.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions générales de rejet des conduits de chaudière	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Comportement au feu des bâtiments - Chaufferie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 8.2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Chaufferies secondaires	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Détection gaz - détection incendie	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Accessibilité - Local de charge	AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	POI – Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Point sur les formations "risques liés aux installations"	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant organise le suivi des équipements liés à la protection incendie par le biais de procédures de vérification annuelle et d'entretiens périodiques.

Il procède au traitement des anomalies remontées dans les rapports et s'assure de la remise en état des équipements à l'issue des travaux (cas de la motopompe B1).

Il devra améliorer sa gestion en tenant compte des équipements externes qui participent à la lutte contre l'incendie du site (poteaux incendie).

Concernant son organisation interne en cas d'incendie, l'exploitant a bien intégré dans la stratégie de son POI, la prise en compte des premiers prélèvements environnementaux. Il doit finaliser la partie dédiée au schéma d'alerte en précisant les interlocuteurs internes concernés.

Concernant l'incident survenu début 2025, l'exploitant a procédé à la mise en sécurité des installations et prévu des mesures compensatoires. Il s'emploie à la définition d'actions correctives visant à juguler le risque concerné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales de rejet des conduits de chaudière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique - Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024
Prescription contrôlée : <u>Conduit n°1 :</u> Hauteur : 14 m Diamètre : 600 m Débit nominal : 2210 Nm ³ /h Vitesse mini d'éjection : 5 m/s <u>Conduit n°2 :</u> Hauteur : 14 m Diamètre : 600 m Débit nominal : 1650Nm ³ /h Vitesse mini d'éjection : 5 m/s <i>Nota : la vitesse d'éjection des gaz devra être ≥ 5 m/s en marche continue maximale.</i> Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Constats : <u>Non-conformité n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> <i>Le diamètre de la cheminée (conduit n°1) associée à la chaudière n°6 est inférieur à 0,6m contrairement à ce que prévoit l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.</i> <i>Suite à l'inspection du 28/03/2024 : Il convient que l'exploitant procède à une mise en conformité (hauteur et diamètre) du conduit n°1 associé à la chaudière n°6 ou sollicite une modification de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.</i> <u>Non-conformité n°20221208-3 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> <i>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les caractéristiques (hauteur, diamètre, débit nominal), outre la vitesse minimale d'éjection, de la cheminée (conduit n°2) associée à la chaudière n°5 étaient conformes à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.</i> <i>Suite à l'inspection du 28/03/2024 : Il convient que l'exploitant procède à une mise en conformité</i>

<p>(hauteur et diamètre) du conduit n°2 associé à la chaudière n°5 ou sollicite une modification de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°11/DCSE/IC/047 du 2 mai 2011.</p> <p>Concernant les 2 non-conformités, l'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 24/10/2024 contenant les caractéristiques actualisées des deux conduits de cheminée et demandant la modification de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral de 2011 pour leur prise en compte.</p> <p>=> Les non-conformités n° 20221208-1 et n°20221208-3 de l'inspection du 08/12/2022 sont soldées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Comportement au feu des bâtiments - Chaufferie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2011, article 8.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matériaux de classe MO (incombustibles). - stabilité au feu de degré une heure, - couverture incombustible. <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance...).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°20240328-1 de l'inspection du 28/03/2024 :</u></p> <p><i>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le local chaufferie présentait les caractéristiques suivantes : « La couverture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). De plus, les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2 s1 d0. A défaut, le système "support de couverture + isolants" est de classe B s1 d0 et l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. »</i></p> <p>Suite aux échanges post-inspection formalisés dans son courrier du 24/10/2024, l'exploitant a justifié par la présence d'un plafond béton entre le local chaufferie et la toiture que son local</p>

satisfaisait aux caractéristiques BroofT3 exigées par la réglementation.

=> La non-conformité n°20240328-1 de l'inspection du 28/03/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Chaufferies secondaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024

Prescription contrôlée :

Les installations de combustion dont la puissance thermique est supérieure à 70 kW mais inférieure à 2 MW sont situées dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi coupe-feu de degré 2 heures (REI 120).

Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure (RE 30), munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 1 heure (REI 120).

Une vanne de coupure permettant d'arrêter l'écoulement du combustible est installée à l'extérieur de la chaufferie, sur la canalisation d'alimentation des brûleurs. Cette vanne est facilement repérable et manœuvrable.

Constats :

Non-conformité n°20240328-2 de l'inspection du 28/03/2024 :

L'exploitant n'a pas informé le préfet du remplacement de la chaudière de 56 kW par une pompe à chaleur.

→ En conclusion de ce constat, l'exploitant sollicitera une modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2011 en transmettant un dossier précisant les caractéristiques de la pompe à chaleur remplaçant l'ancienne chaudière de 56 kW, ainsi que des caractéristiques du fluide utilisé (nature du fluide ainsi que sa volumétrie s'il est susceptible de relever d'une rubrique de la nomenclature des ICPE et fiche de sécurité FDS récente associée).

L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance en date du 24/10/2024 pour informer du changement de chaudière, indiquer les caractéristiques de cette dernière et solliciter une modification de l'arrêté préfectoral d'exploitation.

=> La non-conformité n°20240328-2 de l'inspection du 28/03/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection gaz - détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.2.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion - Chaufferie principale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024

Prescription contrôlée :

Le dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées : sans surveillance permanente ou bien implantées en sous sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 7.3.3.1.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Constats :

Observation n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 :

Il convient que l'exploitant complète ses consignes d'exploitation en détaillant davantage le processus de mise en sécurité associée à la détection de gaz (définition des seuils de détection et des actions associées notamment) .

Suite à l'inspection du 28/03/2024 : *L'exploitant doit actualiser sa fiche de consignes en distinguant clairement les actions relevant de chaque seuil pour le local chaudière.*

Observation n°20240328-1 de l'inspection du 28/03/2024 :

Afin de pouvoir réagir rapidement en cas d'alerte seuil 2 pour le local chaudière, l'exploitant se propose d'ajouter un système d'alarme visuelle au niveau du local chaudière.

<p>Dans sa réponse du 24/10/2024, l'exploitant a détaillé les consignes relatives à chaque seuil, impliquant des actions spécifiques.</p> <p>Concernant la pose d'une alarme visuelle déportée, elle s'avère impossible au niveau du câblage. L'exploitant a proposé, comme mesure compensatoire, une surveillance renforcée des alarmes du local en période d'intervention (centrale de détection et poste de garde). Il a également prévu, avant chaque intervention planifiée, de vérifier l'absence d'alerte sur la centrale de détection.</p> <p>=> Les observations n°20221208-1 de l'inspection du 08/12/2022 et n°20240328-1 de l'inspection du 28/03/2024 sont levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accessibilité - Local de charge

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'atelier de charge est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Il existe une porte donnant vers l'extérieur qui sera tenue normalement fermée.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°20221208-11 de l'inspection du 08/12/2022 :</u> <i>L'atelier de charge ne dispose pas de porte donnant vers l'extérieur. Il convient que l'exploitant procède aux modifications nécessaires afin que l'atelier de charge dispose d'une porte donnant vers l'extérieur ou qu'il sollicite une modification de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2011.</i></p> <p>Par courrier du 24/10/2024, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance sollicitant une modification de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2011.</p> <p>=> La non-conformité n°20221208-11 de l'inspection du 08/12/2022 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : POI – Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2024
Prescription contrôlée : <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p>

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

ANNEXE V

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

Observation n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 :

Une fois les contractualisations prévues réalisées, l'exploitant mettra à jour son POI afin d'y intégrer :

- les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site,
- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux,
- les moyens et méthodes prévus, en ce qui le concerne, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constat de l'inspection du 28/03/2024 : L'inspection observe cependant que :

- le DOS n'est pas impliqué dans le processus d'alerte environnementale ni dans la vérification du bon déroulé de celle-ci ainsi que sa restitution aux autorités en tant que de besoin alors qu'il figure à toutes les étapes du schéma d'alerte ;
- la fiche mémo de la fonction intervention n'a pas non plus été modifiée pour intégrer l'activation de l'astreinte environnementale ;
- la fiche des premiers prélèvements ne mentionne pas les types de prélèvements à effectuer (air, sol ou eau) permettant à l'entreprise mandatée de prévoir le matériel adapté en fonction des prélèvements à effectuer ;
- les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ne sont pas précisées, à part la réalisation de prélèvements à l'extérieur du site ;
- les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement ne sont pas indiqués.

=> L'observation n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 est maintenue dans l'attente de l'actualisation du POI par l'exploitant pour prendre en compte les éléments demandés ci-avant.

Dans sa réponse du 24/10/2024, l'exploitant a modifié le POI en y intégrant :

- les actions du DOI liées à l'astreinte environnementale ;

<ul style="list-style-type: none"> - les actions de la fonction Intervention liées à l'astreinte environnementale ; - les actions de la fonction Communication liées à l'astreinte environnementale ; - les mesures prévues par l'exploitant pour éviter la propagation du risque majeur hors du site et la contenir dans le périmètre de son exploitation qui figurent dans les différentes parties du POI avec une synthèse en page 79 ; - Une fiche mémo et coordonnées qui liste les entreprises devant intervenir sur la remise en état et le nettoyage de l'environnement. <p>L'exploitant a également prévu un schéma d'alerte de l'astreinte environnementale reprenant les actions à effectuer avec l'entreprise en charge des prélèvements. Il dispose d'une boîte « clé en main » contenant les fiches opérationnelles et les différentes annexes du POI pour la gestion de crise.</p> <p>L'Inspection recommande d'améliorer les fiches de chaque intervenant en précisant la localisation du schéma d'alerte et en précisant sur ce dernier, les différents interlocuteurs intervenant tout au long de la procédure (DOI, Intervention, Communication...).</p> <p>La fiche de prélèvements, annexée au POI, permet d'effectuer les mesures des 4 prélèvements prioritaires, tels que définis dans la stratégie de prélèvements établie par l'exploitant. En fonction des directives de l'exploitant et de l'évolution du risque, des prélèvements additionnels sur d'autres milieux peuvent être réalisés.</p> <p>Le prestataire dispose du matériel adapté pour chaque type de prélèvement, qu'il mettra en œuvre en fonction des directives de l'exploitant.</p> <p>Les mesures prévues par l'exploitant pour éviter la propagation du risque majeur hors du site et la contenir dans le périmètre de son exploitation sont reprises dans les différentes parties du POI.</p> <p>La fiche mémo a été affichée en séance et contient les coordonnées de plusieurs prestataires pour chaque item de remise en état, afin de s'assurer de la disponibilité d'un prestataire.</p> <p>=> L'observation n°20221208-4 de l'inspection du 08/12/2022 et le constat de l'inspection du 28/03/2024 sont levées.</p> <p>L'Inspection recommande l'actualisation du POI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en indiquant, sur le schéma d'alerte, les intervenants FM à chaque étape, - en améliorant le référencement de la procédure environnementale dans chaque fiche de fonction. <p>L'inspection demande également la transmission du prochain compte-rendu d'exercice POI dont le scénario intégrera l'alerte environnementale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des stocks et incompatibilités chimiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p>

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ;

en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

Article R.511-11 du Code de l'environnement

[...]

II. – Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum q_x / q_{x,a}$$

où " qx " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " Qx, a " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum q_x / q_{x,b}$$

où " qx " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " Qx, b " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux

<p>nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :</p> <p>$Sc = \sum q_x / q_{x,c}$</p> <p>où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,c}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance son état des stocks qui se divise en deux items :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un fichier contenant la liste des produits relevant de la rubrique ICPE 1510, classés par client ; - un site type « Looker studio » pour les autres rubriques, alimenté via les saisies du logiciel WMS. <p>Cependant, seuls les produits dangereux classés sous une rubrique ICPE sont enregistrés.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu afficher les produits dangereux non classés mais visés par une ou plusieurs rubriques ICPE via leur mention de danger.</p> <p>Il n'a donc pas été possible de vérifier si l'ensemble des produits dangereux stockés sur le site ne répondait pas à la règle de cumul Seveso seuil haut tel que demandé par l'alinéa II de l'article R.511-11 du Code de l'environnement relatif à la règle de cumul.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250303-1 :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de procéder à l'inventaire de l'ensemble des substances et mélanges dangereux présents (classés ou non) sur son site afin d'en déterminer la ou les rubriques ICPE correspondantes.</p> <p>Il devra également justifier que le statut Seveso du site (par dépassement direct ou application de la règle des cumuls Seveso) correspond au statut en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Vérifications périodiques des moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. <i>(a minima annuelle selon art 7.6.2 de l'AP 02/05/2011)</i></p> <p>Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et</p>

de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

L'Inspection a porté sur la majorité des équipements de prévention/protection contre le risque incendie listés dans le POI.

Les derniers rapports de contrôle ont été transmis à l'inspection sur les équipements suivants :

Sprinklage :

Seul le rapport d'entretien quinquennal du 27/11/2024 a été transmis, il correspond à une procédure de contrôle annuel type des sites FM, qui sur Fontenay-Trésigny, consiste au contrôle des 1/5 (20%) du site chaque année. Chaque zone est donc contrôlée au moins une fois tous les 5 ans.

Le rapport mentionne un défaut sur l'alarme de la motopompe B1 en lien avec deux vannes passantes.

En parallèle à ce contrôle quinquennal, l'exploitant procède à des vérifications périodiques et un contrôle annuel de l'ensemble des équipements liés. Certains contrôles sont effectués en interne et d'autres par des prestataires externes. L'Inspection demande la transmission des derniers contrôles annuels listés et relatifs au sprinklage.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle annuels de septembre 2024 relatifs aux vannes qui mentionnent effectivement des difficultés de tests et/ou de manipulations sur certaines vannes.

En séance, l'exploitant a indiqué que le remplacement des vannes avait été effectué le 7 février 2025 ainsi qu'un test de fonctionnement. Il lui a été demandé de transmettre les justificatifs correspondants.

Motopompes :

3 motopompes sont présentes sur le site, B1 concerne le sprinkler et les RIA. B2 est une pompe identique utilisée en secours. Ces deux pompes ont un débit de 454 m³/h.

B3 permet d'alimenter les poteaux incendies du site et a un débit minimal de 420 m³/h.

Des anomalies ont été relevées sur B1 et B3 lors du dernier contrôle annuel (rapports des 18 et 19/07/2024). Un bon de commande du 06/01/2025 a été émis pour la réparation des 2 pompes. L'exploitant attend la réponse du prestataire pour démarrer les travaux.

RIA :

Le rapport annuel date du 23/10/2024. Les 105 équipements sont en bon état.
Lors de la visite des cellules B2 et B3, l'Inspection a pu vérifier la bonne inscription de la date de contrôle sur deux RIA situés sur la façade Est des cellules.

Extincteurs :

Selon le rapport de contrôle du 28/10/2024, la majorité des extincteurs est en bon état. Les treize équipements indiqués « inutilisables » ont été remplacés en novembre.

Une demande de réparation est en cours sur quelques équipements en bon état mais nécessitant un remplacement de bague.

Lors de la visite des cellules B2 et B3, l'Inspection a pu vérifier la concordance de la date de contrôle sur 4 extincteurs situés sur la façade Est.

Poteaux incendie

9 poteaux incendie ont été prescrits pour équiper le site dont 2 situés sur la voie publique.

Les 7 poteaux incendie situés dans l'enceinte de l'établissement ont fait l'objet d'un contrôle annuel le 16/12/2024. Les équipements sont en bon état. Cependant, le débit simultané minimum prescrit n'a pas été vérifié depuis 2021.

De même, l'exploitant n'a pas vérifié le bon état des 2 poteaux externes ni le débit simultané minimum de 120 m³/h prescrit.

Détection incendie (Q7)

Le rapport et l'attestation de conformité Q7 datés du 18/11/2024 indiquent plusieurs anomalies à corriger. L'exploitant a indiqué la réalisation d'un devis global de travaux qu'il transmettra à l'Inspection.

Désenfumage :

Le rapport de contrôle du 09/09/2024 indique des vérins de fermeture hors service ainsi que des thermo-fusibles périmés.

L'exploitant indique qu'une commande a été passée en octobre 2024 et que leur remplacement est prévu entre les 10 et 12 mars prochains.

Post-inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs (bons de commandes/devis/attestations de contrôle) relatifs aux vérins de désenfumage et motopompes ainsi que le justificatif de remplacement des 13 extincteurs jugés inutilisables. Cependant aucun justificatif ne porte sur le remplacement des thermo-fusibles périmés comme indiqué lors de l'inspection.

Concernant le suivi et la maintenance globaux des équipements, l'exploitant utilise actuellement deux tableaux de suivi conformément à la stratégie des sites FM: un tableau relatif au contrôle réglementaire et un tableau relatif aux contrôles préventifs. Il indique que l'ensemble du suivi sera à court terme transféré dans un logiciel GMAO pour une gestion globalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20250303-2 :

L'exploitant doit justifier auprès de l'Inspection du respect du débit minimum, individuel et simultané, requis par l'arrêté préfectoral du 02/05/2011 pour l'ensemble des poteaux incendie (externes et internes).

Il transmettra le dernier rapport de 2021 justifiant du respect du débit simultané minimal des 7 poteaux internes.

Suite n°20250303-3

L'exploitant transmettra à l'Inspection les documents suivants :

- le justificatif de remise en bon état de fonctionnement des vannes liées au sprinklage et les résultats des tests de fonctionnement du 7 février 2025 ;
- les justificatifs de remise en état des groupes motopompes B1 et B3 ;
- les justificatifs de remise en état de la détection incendie.

Suite n°20250303-4 :

L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs au remplacement des thermo-fusibles périmés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Suite de l'incident de janvier 2025

Référence réglementaire : Arrêté Complémentaire du 02/05/2011, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou Accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de son installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées.

Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.

Constats :

Le 25/01/2025 un cariste a perdu le contrôle d'un chariot élévateur pendant une opération de manutention et a percuté un rack. Ceci a entraîné la chute et le déversement de produits alimentaires (huiles) sur plusieurs niveaux. L'incident a endommagé l'ensemble du rack, le rack voisin ainsi que le système de sprinklage intermédiaire situé au niveau des racks concernés.

L'exploitant a indiqué que le nettoyage de la surface du bassin de rétention est en cours et que le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures est prévu prochainement.

Le pompage de l'ensemble des eaux est en cours de finalisation. L'exploitant a précisé que les GRV seront évacués comme déchets.

Dans la cellule B2, le nettoyage de la zone se poursuit. D'après les éléments transmis et indiqués en séance, le choc du chariot sur la structure métallique a endommagé le réseau de sprinklage des racks et précipité l'effondrement d'une partie de la structure métallique. La partie effondrée a été sectionnée. Les étagères du rack impacté ainsi que les étagères voisines situées dans les allées

<p>communes ont été vidées de leurs produits et des barrières condamnent l'accès aux allées. L'exploitant a fait vérifier la stabilité des éléments métalliques restant en place. Le réseau de sprinklage des racks de l'ensemble de la cellule est inopérant au moment de la visite. Celui situé en toiture a été remis en fonctionnement suite au rétablissement de l'électricité dans la cellule. L'Inspection a pu constater, lors de la visite de la cellule, les éléments endommagés ainsi que le nettoyage et la sécurisation des abords du rack mis en place par l'exploitant. Selon l'exploitant, des discussions sont en cours avec l'entreprise chargée de la gestion des racks pour statuer sur une réparation ou un remplacement intégral de l'ensemble de la structure endommagée par le sinistre. L'exploitant indique également réfléchir avec ses différents partenaires sur les suites à donner en termes de sécurisation des pieds de racks, au regard de l'implication du réseau de sprinklage intermédiaire dans l'effondrement. Une étude est en cours et devrait aboutir à des actions correctives d'amélioration des dispositifs de sécurité.</p> <p>D'après l'exploitant, le cariste à l'origine de l'effondrement des racks était titulaire du CACES depuis 2021 et avait suivi la formation spécifique ADC C5. L'incident semble lié à une mauvaise manipulation dont les causes ne seraient pas liées à un défaut de formation. Cependant l'exploitant doit se concerter avec les différents organismes pour identifier les actions correctives, notamment le renforcement des actions de sensibilisation des équipes.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche « incident » actualisée avec les dernières évolutions indiquées dans le constat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250303-5 : L'exploitant informera l'Inspection des suites données à l'incident en matière d'actions correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Point sur les formations "risques liés aux installations"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.</p> <p>Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a demandé la liste des formations dispensées aux caristes de l'entrepôt. L'exploitant indique que les caristes sont en général titulaires du CACES et suivent une formation spécifique à l'établissement, intitulée « ADC C5 », qui permet de délivrer l'autorisation de conduire sur les équipements de type C5. L'exploitant a transmis à l'Inspection la liste des formations suivies par l'ensemble des caristes. L'Inspection a pu constater qu'un renouvellement de la formation est bien assuré tous les 5 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Installations électriques - Mise à la terre

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et contrôles périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier certificat Q18 relatif au contrôle des installations électriques du 06/12/2024.</p> <p>Ce rapport fait apparaître plusieurs anomalies, classées en 3 catégories, qui nécessitent le remplacement de plusieurs dispositifs défectueux et la réfection de plusieurs liaisons conductrices.</p> <p>L'exploitant indique avoir procédé à la correction d'une partie des anomalies dont cinq restent à traiter : trois le seront dans le cadre d'un projet de recâblage global du site et les deux dernières le seront par la suite. Il a transmis le fichier de suivi post-inspection mais aucun des justificatifs associés aux actions correctives réalisées.</p> <p>L'Inspection souhaite être informée de la réalisation des travaux des 5 anomalies restantes.</p> <p>L'Inspection constate que les anomalies relatives aux dispositifs de protection, « n'assurant pas le pouvoir de coupure » et devant être remplacés, ne sont pas mentionnées dans le fichier de suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250303-6 : L'exploitant transmettra l'ensemble des justificatifs associés au traitement des anomalies mentionnées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 06/12/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2011, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications et contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

[...]

Une analyse du risque foudre est réalisée par un organisme compétent. [...]

En fonction des résultats de l'analyse des risques foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

[...]

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent à l'issue de l'étude technique avant le 1^{er} janvier 2012.

[...]

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre daté du 17/06/2024.

Bien que l'ensemble soit validé comme conforme, l'Inspection a noté en pages 24 et 25 l'impossibilité de contrôle des équipements en toiture des bâtiments B6 et B7 et donc l'impossibilité à statuer sur l'état et le bon fonctionnement. Pour rappel ces bâtiments ont subi un incident en 2024 et des travaux de réfection de la toiture sont en cours.

L'exploitant a indiqué qu'à l'issue de ces travaux, une vérification complémentaire sera alors organisée avec le bureau de contrôle et le rapport complémentaire sera transmis à l'Inspection dès réception.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Suite n°20250303-7 :</u> L'exploitant justifiera de la remise en état et du bon fonctionnement des équipements de protection contre la foudre des bâtiments B6 et B7.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>